Communication

F.L.N.C.

Notre organisation a décidé de porter à la connaissance de la société corse et de l'Etat français, notre analyse de la situation et du moment décisif que la Corse est en passe de vivre. Une analyse qui est le fruit d'un long débat en interne qui nous a conduits à prendre notre décision d'aujourd'hui.

Depuis le 5 mai 1976, face à l'hostilité d'un Etat français qui affiche souvent avec arrogance la volonté de soumettre le peuple corse, face aux difficultés rencontrées, nous avons fait la démonstration de la capacité de lutte de notre organisation. Nous voulons démontrer notre responsabilité et notre volonté d'adéquation aux aspirations légitimes de notre peuple.

Le coût humain de l'engagement au sein de la lutte de libération nationale a été exorbitant. Nos militants ont payé le prix fort au fil de ces années de lutte. Le prix de leur liberté, avec les centaines d'années de prison cumulées, le sacrifice de la vie aussi pour tous nos combattants qui sont tombés. Et toujours, la douleur des familles.

Nous tenons ici à saluer tous les prisonniers politiques corses embastillés dans les geôles françaises, et les recherchés par l'appareil répressif. Nous nous devons de rendre un fervent hommage à nos morts en nous inclinant devant leur sacrifice ultime.

Tous ces sacrifices insupportables n'ont pas été vains. L'engagement désintéressé de nos militants a été déterminant pour la défense des intérêts du peuple corse. Il s'inscrit dans l'Histoire, dans la lignée du combat du Général Pasquale Paoli.

Qui peut nier aujourd'hui que la lutte armée, née d'une volonté populaire et que nous avons initiée, a maintenu éveillé la conscience nationale de notre peuple et préservé ses intérêts vitaux ?

Qui peut nier que la lutte armée a limité la colonisation de peuplement mise en œuvre pour diluer l'identité corse ?

Qui peut nier que la lutte armée a permis d'enrayer la bétonisation de nos côtes et de diminuer la spéculation immobilière ?

Qui peut nier notre rôle déterminant dans la réouverture de l'Université de Corse, la création de contre pouvoirs politiques et syndicaux ?

Au cours de ces nombreuses années, notre organisation a subi la répression incessante de l'Etat français. Elle a su montrer ses capacités de résistance mais aussi son ancrage populaire. Nous avons également vécu d'autres drames : la division, la trahison, l'affrontement.

Notre mouvement pour sa part, a toujours lutté avec le souci de la sincérité de l'engagement de ses militants et la pureté de notre combat. Nous avons refusé les dérives personnelles, affairistes et autres, au sein de notre organisation.

Nous avons toujours favorisé le respect, le dialogue et l'ouverture vers les plus sincères et désintéressés des défenseurs de l'identité corse qu'ils soient autonomistes, nationalistes dits « modérés », militants culturels ou identitaires, qui ne partageaient pas forcément les moyens militaires qui étaient les nôtres.

Nous avons su nous adapter à chaque étape de notre lutte. Nous avons toujours accompagné les moindres avancées institutionnelles. Nous avons participé à notre place, à la progression des idées du mouvement national. Fort de notre éthique, jamais nous n'avons

douté de la lutte de libération nationale et jamais nous n'avons accepté de compromissions suicidaires pour l'avenir et les intérêts vitaux de notre peuple.

L'Etat français - lorsqu'il n'a pas été à l'origine de nos divisions, en jouant cyniquement les uns contre les autres - a organisé une féroce répression orientée exclusivement contre le mouvement national et notre organisation. L'Etat de droit en bandoulière, les différents gouvernements français ont délibérément laissé proliférer et s'enraciner des groupes mafieux qui n'ont pas manqué d'en profiter pour mettre la société corse en coupe réglée. Et, c'est trop régulièrement, que les visites officielles se sont succédées et se succèdent encore, avec leur cortège de ministres faussement recueillis, feignant de déplorer le non résultat de leur politique assassine.

Des ministres trop souvent auréolés d'un républicanisme dévoyé, qui n'hésitent pas à agiter à l'occasion, en fielleux racistes décomplexés qu'ils sont pour beaucoup, un déterminisme génétique ou culturel du peuple corse pour la violence et la paresse. Des théories renvoyant aux clichés les plus éculés du bon vieux temps des colonies, où les peuples d'indigènes, défaits par la force armée la plus brutale, devaient recevoir, soumis et rendus au rang d'esclaves, le cadeau de la civilisation.

Notre peuple n'a pourtant jamais eu besoin de leçon, il a connu ses heures de gloire avec la période d'Indépendance de la République de Corse. Une république avant-garde, innovante et exemplaire avec une constitution qui établit pour la première fois au monde, au milieu du XVIIIème siècle, les prémices des droits de l'homme à une époque où dans l'ensemble de l'Europe, les peuples vivaient sous la domination de monarques et autres roitelets de droit divin.

Pendant que de brillants philosophes français dissertaient, certes avec force talent, notre peuple a été le premier à mettre en pratique les idées naissantes les plus généreuses du siècle des Lumières. Qui sait qu'une des premières femmes à pouvoir exercer un droit de vote en Europe et dans le monde, est corse et qu'elle a pu voter au milieu du XVIIIème siècle en Corse? Pour rappel, le droit de vote accordé aux femmes en France, ce fut deux siècles plus tard, en 1944.

Aujourd'hui, malgré quelques avancées institutionnelles arrachées de haute lutte, nul n'est plus dupe des calculs des gouvernements français successifs. Sans vergogne, ils ont systématiquement joué la division selon l'adage latin « *divide ut regnes* ». Spéculant sur les travers de la nature humaine, le goût immodéré du pouvoir, le confort des strapontins, les invitations protocolaires à la table du roi, les égos surdimensionnés ou le simple appât du gain ; ils ont misé sur l'isolement de notre mouvance en ciblant systématiquement nos militants.

Une exception notable à ces politiques turpides à l'égard de la question corse, s'illustra par le discours historique d'un premier ministre de France, Michel Rocard. Devant la représentation nationale française, il affirma clairement que la Corse et le peuple corse avaient constitué au XVIIIème siècle une nation souveraine vaincue par la force soldatesque et transformée en colonie par la France. Il démontrait en cela, qu'il pouvait exister des hommes politiques français honnêtes et courageux.

C'est un fait historique : « *Nous n'avons pas donné notre pays ; vous vous en êtes emparés* ».

Notre engagement pour l'accession de la Corse à la pleine souveraineté puise ses origines dans l'Histoire. Il s'inscrit dans la permanence du combat des nationaux corses. Il est l'héritier des

luttres du XVIIIème siècle qui proclamaient, déjà, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais la cause de l'émancipation des peuples est aussi un combat de notre temps qui traverse aujourd'hui le monde occidental. Après des années de résistance et de sacrifices, les luttres basques et irlandaises ont permis de récolter des avancées politiques déterminantes. Ces mouvements frères ont entrepris une phase de conquête politique. La résolution du conflit basque comme la réunification irlandaise ne font pas de doute à l'avenir.

Ailleurs en Europe, d'autres peuples s'apprêtent à recouvrer leur liberté. Les référendums d'autodétermination se multiplient. Dès 2006, le Montenegro avait ouvert la voie de ce grand mouvement en accédant à l'Indépendance par les urnes. A l'automne prochain les peuples d'Ecosse et de Catalogne qui entretiennent depuis des décennies des relations suivies avec la lutte corse, se prononceront à leur tour sur leur destin national. Au sein même de l'Etat français, le processus de décolonisation en Kanaky est en marche.

Nous sommes convaincus qu'en Corse où le sentiment indépendantiste gagne du terrain, cette perspective est à la fois réaliste et inéluctable. Elle s'imposera progressivement dans le débat politique corse.

Militer pour l'indépendance de notre pays c'est aussi promouvoir une vision du monde qui reconnaît à chaque peuple le droit à la dignité, le droit à décider librement de son destin et à vivre sa différence dans un monde qui tend à la globalisation et à l'uniformisation.

Face à la mondialisation effrénée, dans une Union Européenne dirigée par l'oligarchie de la finance, la dictature des marchés spéculateurs et les lobbies corrupteurs, la Corse doit disposer des

moyens officiels afin de protéger les intérêts matériels et moraux de son peuple.

La France elle, qui se veut phare de l'humanité et se targue d'être la plus humaniste, est cependant parmi les pays d'Europe les plus condamnés par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Nous refusons cette Union Européenne d'Etats constitués, qui nie le droit des peuples, leurs spécificités culturelles et leurs traditions et les soumet sous le joug de normes insensées dont la finalité est la domination de grands trusts commerciaux internationaux au mépris du respect de l'environnement, de la santé des citoyens et des acquis sociaux. L'objectif reste spéculatif, la méthode ; le nivèlement par le bas en misant sur la misère des nations les plus fragiles, pour un ordre nouveau où le seul droit des peuples, condamnés au silence, est le droit de consommer.

La portée de ce message est universelle, elle rompt en tout point avec toute forme d'impérialisme, de néo-colonialisme, de hiérarchie entre les peuples, les langues, les cultures.

Parce que nous pensons que la construction européenne doit être un atout pour les peuples, elle doit se réorienter sur ces bases. Pour la Corse, elle doit permettre de rompre la relation unilatérale de subordination à la France et le renforcement des solidarités avec les pays de la Méditerranée et de l'Europe.

Alors, ensemble, nous bâtissons une Europe et un espace méditerranéen qui tournent résolument le dos à la recherche du profit à outrance, une Europe et un espace méditerranéen où les Corses prendront toute leur place et défendront librement leurs intérêts dans une relation d'Etat souverain à Etat souverain.

En Corse, ceux qui se revendiquent du mouvement national, ne peuvent pas raisonnablement faire comme si l'engagement de nos militants ne comptait pas, et ériger la condamnation de nos orientations stratégiques en préalable inamovible, comme ceux qui ont toujours combattu le mouvement national.

Aujourd'hui comme hier, trop nombreux sont ceux qui impatients, maladroits ou inconséquents, n'ont pas su ou pu résister aux sirènes du pouvoir en cédant aux alliances de circonstances opportunistes et faisant si peu de cas des sacrifices consentis par d'autres patriotes. De fausses victoires - éhontées et dérisoires - en vraies défaites piteuses en forme de leçon : le goût en est toujours amer et le coût important en terme d'évolution et de développement de la lutte nationale.

Il ne saurait y avoir d'un côté, des militants politiques infréquentables et désintéressés, croupissants dans les couloirs sombres des prisons françaises pour avoir défendu la liberté de leur peuple, et de l'autre, des hommes politiques respectables et carriéristes, déambulant dans les couloirs dorés des institutions.

Depuis plus de trois ans, la société corse et l'assemblée territoriale sont entrées dans une phase active de dialogue et de décisions. Ces débats et ces actes, sur des thèmes interdits pendant plusieurs années, tracent les contours d'une solution politique. Les points en discussion ; langue corse, fiscalité, foncier, compagnie maritime corse, statut de résident, révision constitutionnelle, développement économique et social, sont des enjeux majeurs pour le futur de notre peuple. Ils correspondent aux revendications portées par le mouvement national, en particulier par notre organisation, dans le cadre de la reconquête de notre souveraineté.

Après le dernier vote de l'assemblée de Corse proposant d'instaurer un statut de résident, premier acte de reconnaissance de la

nationalité corse, nous considérons qu'il existe maintenant, une opportunité de faire un pas historique pour la lutte de libération nationale. Il s'agit d'un pas courageux, plein d'espoir et confiant en l'avenir de notre peuple.

Aux sempiternels débats philosophiques sur la logique des fins et des moyens de lutte, nous affirmons qu'ils sont du seul ressort du peuple et non pas de quelques politiciens calculateurs.

Pour notre part, sans préalable et sans équivoque aucune, notre organisation a décidé unilatéralement, d'enclencher un processus de démilitarisation et une sortie progressive de la clandestinité.

En ce sens, dès la parution de notre communiqué, nous récusons par avance toute paternité d'actions militaires sur le territoire corse et français.

Il est important de préciser ici, que la sécurité de nos militants reste une préoccupation et que nous connaissons tous les acteurs et protagonistes de toutes les compromissions et connivences, passées et actuelles, avec l'Etat policier français manipulateur. Nous restons extrêmement vigilants face au système déliquescents qui gangrène aujourd'hui la société corse. Certains réseaux mafieux, comme par le passé, peuvent être facilement instrumentalisés dans une logique d'affrontement et porter atteinte à l'intégrité physique de nos militants. Nous voulons sincèrement croire que cette vigilance est temporaire. Elle cessera d'être, lorsque la Corse sera apaisée grâce une solution politique négociée avec l'Etat français.

Le processus que nous initions marque une nouvelle étape dans la lutte historique du peuple corse pour sa liberté. Il ne s'agit pas de la fin de l'Histoire. Au contraire. Par ce geste d'aujourd'hui, nous voulons offrir des perspectives nouvelles à notre marche vers la

souveraineté. Nos objectifs demeurent inchangés, notre détermination intacte.

Un cycle se clôt. Par la résistance organisée, il a permis de maintenir l'intégrité du peuple corse et de générer une prise de conscience collective salvatrice. Désormais, alors que l'idée d'émancipation est largement partagée par les Corses, il est temps de passer à une phase nouvelle : celle de la construction d'une force politique pour gouverner la Corse et la conduire à l'indépendance.

Cette nouvelle donne confère à chaque militant une responsabilité immense. Fort de la légitimité de nos idées, nous leur adressons un appel solennel à s'investir au sein des luttes populaires. L'heure est venue pour notre organisation de franchir une étape et d'intensifier la lutte dans un cadre public. Nous appelons les Corses à rejoindre l'ensemble des structures publiques qui se reconnaissent dans notre démarche historique.

Nous appelons nos militants et l'ensemble de ceux qui se reconnaissent dans notre combat à rejoindre le mouvement public qui incarne la continuité de la lutte de libération nationale. Il est le garant de la mise en place d'une véritable solution politique qui prenne en compte les droits nationaux du peuple corse. Dans les processus en cours et à venir, il devra occuper une place centrale.

A la jeunesse corse qui a su faire la démonstration de sa maturité politique et de sa volonté d'apporter une contribution majeure à l'œuvre de construction nationale, nous l'encourageons à poursuivre sa structuration. A tous les jeunes Corses qui n'acceptent pas le sort réservé à leur pays, nous les invitons à franchir le pas de l'engagement et à rejoindre l'organisation de jeunesse qui porte le discours de l'indépendance.

Nous voulons enfin dire à cette jeunesse d'envisager l'avenir avec vigilance mais avec confiance. Il lui appartient d'écrire les plus belles pages de notre histoire contemporaine, celles de la renaissance d'une nation soumise par la force, celle de la construction d'un pays décidé à faire vivre son identité propre dans le monde du XXIème siècle. Quel plus beau défi pour les générations à venir ?

En cette période de crise, à tous ceux qui souffrent et qui doutent, nous les assurons de notre soutien sans faille. La situation sociale de notre pays commande au mouvement national un investissement renouvelé et accru sur ce terrain. Nous réaffirmons que notre projet d'indépendance nationale rejette toute forme d'oppression. La domination d'un peuple par un autre peuple autant que l'asservissement de l'Homme par l'Homme, sont incompatibles avec notre lutte d'émancipation.

La Corse est directement frappée par les dérives d'une société à la recherche du profit à tout prix qui se fait au détriment des peuples, de leur terre et de leur droit à y vivre et à y travailler. L'impossibilité de décider pleinement notre modèle de société et l'évolution alarmante de la structure sociale qui remet en cause des solidarités ancestrales, aggravent la situation.

Les inégalités sociales se creusent, la spéculation immobilière favorise une économie artificielle, financiarisée au détriment d'une économie productive, créatrice de richesses et d'emplois. Les multinationales menacent des secteurs stratégiques comme celui des transports ou de l'énergie notamment, de nombreuses entreprises corses connaissent des difficultés énormes à pérenniser leur activité, le nombre d'exploitations agricoles ne cesse de décroître, enfin, dans tous les secteurs d'activité et à tous les niveaux de qualification, la décorsisation des emplois gagne du terrain.

Les Corses n'ont pas vocation à devenir un peuple sans terre, minoritaire dans son propre pays, qui aurait pour seule alternative l'exil ou la soumission à des étrangers fortunés. Face à ce constat, le mouvement de libération nationale a le devoir de se montrer à la hauteur des enjeux. Par sa présence sur le terrain, il se doit de recréer des solidarités et d'offrir des perspectives de mieux-être social.

L'instauration d'une citoyenneté corse, prélude d'une nationalité pleine et entière doit permettre une véritable corsisation des emplois en favorisant l'emploi local à compétences égales.

Notre pays a été maintenu dans un état de non développement durable. Il regorge pourtant de potentialités considérables et d'une jeunesse hautement qualifiée. L'accession à la souveraineté est une condition absolument nécessaire à la définition d'un modèle de développement qui profite à tous dans le respect de ce que nous sommes.

Dès à présent, sur le terrain des luttes sociales, nous en appelons au renforcement du syndicat historique de la lutte de libération nationale et à son unité autour des idéaux indissociables de la lutte nationale et de la lutte sociale. Il aura un rôle majeur à jouer dans les évolutions à venir.

Notre constat de la situation sociale dépasse dans son analyse le secteur du salariat. Se limiter à cet aspect serait méconnaître la structure sociale de notre pays en appliquant une grille de lecture inadaptée à la situation. Pour notre part, nous pensons qu'il ne faut pas segmenter, et encore moins opposer, les différentes forces qui concourent à faire la nation. Il convient au contraire d'organiser la complémentarité des luttes.

Les secteurs de l'artisanat, de l'agriculture, de la pêche, de la culture sont touchés de plein fouet par les méfaits du clientélisme et de

l'exploitation. La question cruciale de l'accès à un emploi dignement rémunéré en adéquation avec les projets de vie et les capacités de chacun se pose. L'accès à un logement décent dépasse lui, très largement, le cadre des « classes sociales » strictement entendues.

Il appartient au mouvement de libération de populariser un projet indépendantiste prenant en compte ces questions et d'occuper tous les terrains politiques associatifs et syndicaux afin de faire vivre la nation sans attendre.

Sur le terrain institutionnel et le plan électoral en particulier, le rassemblement des forces vives est nécessaire. Il doit s'organiser en priorité sur le socle d'une Corse en marche vers sa souveraineté. Le souci de la cohérence politique et de la cohésion patriotique, doit être permanent et nous guider vers la construction d'une véritable alternative concrète et émancipatrice pour la Corse et son peuple.

Nous rejetons la braderie des idées du mouvement national, le commerce frauduleux de notre identité, le marché truqué de l'émancipation de notre peuple. Nous refusons également les attelages hétéroclites, les récupérations politiciennes, la cuisine aigre et réchauffée de la *pulitichella*. Il nous faut ne jamais perdre de vue les aspirations profondes de notre peuple et sa volonté à reconquérir l'ensemble de ses droits.

La répression aveugle ou sournoise de l'Etat français a laissé de profondes blessures. Malgré les attaques, les difficultés et les obstacles, notre volonté de lutter reste intacte. En ce début du XXIème siècle nous entendons démontrer que les patriotes corses ont le droit, la volonté et les capacités de bâtir la Corse libre démocratique et moderne de demain.

Nous allons œuvrer pour que la phase politique à venir soit celle de l'accession à la souveraineté de la Corse. Nous sommes emplis

d'espoir pour l'avenir de la Corse libre. D'espoir car, lucides et déterminés, nous avons su transformer les erreurs commises - inhérentes à la spécificité de notre combat - en expériences qui nous ont rendu meilleurs. D'espoir encore, car nous sommes portés par le souvenir des sacrifices de nos militants disparus ou emprisonnés. Nous sommes confortés par la détermination militante, l'investissement de la jeunesse corse, les forces vives de notre pays et l'expérience acquise depuis le début de la lutte contemporaine du peuple corse, qui nous donnent les gages suffisants pour le succès de nouvelles étapes vers l'autodétermination.

Le peuple corse est plein de ressource et de courage et tous les corses doivent pouvoir s'exprimer et avoir leur place au sein de la nation corse en marche.

Nous passons d'une phase de combat et de résistance à une phase de construction d'un véritable pouvoir politique corse. Notre action doit permettre que la parole soit rendue au seul peuple corse, communauté de droit sur sa terre et ouvert à tous ceux qui souhaitent le rejoindre dans un destin commun. Il y a des moments qui déterminent l'histoire d'un peuple.

Il est temps pour certains parmi ceux qui ont condamné si souvent l'usage de la lutte armée, de se voir démunis de leurs fallacieux arguties ou opportuns argumentaires, sensés disqualifier systématiquement les nationalistes sincères qui refusaient de rejeter de l'échiquier politique, les plus engagés et désintéressés des patriotes de la cause nationale corse.

Le cynisme consternant de la condamnation de la lutte armée comme sésame et préalable à l'accès aux portes du dialogue ou de la négociation, a vécu.

Il est temps aussi de bien identifier et isoler les ennemis du peuple corse et de son libre arbitre.

En ce sens nous demandons solennellement au président de l'assemblée de Corse, au président de l'exécutif, aux présidents des différents groupes politiques, aux présidents des conseils généraux, aux quatre députés et aux deux sénateurs de Corse d'entreprendre en toute logique, dans le cadre de l'évolution de nos institutions et l'instauration d'un nouveau statut négocié avec l'Etat français, le règlement de la question des prisonniers et recherchés politiques.

Pour qu'enfin ceux qui ont payé un lourd tribut, puissent recouvrer la liberté et œuvrer démocratiquement à la construction de la paix et à l'avenir de la Corse.

Dès lors, chacun va pouvoir juger sur pièces les engagements et l'attitude des uns et des autres : juger de la réaction de l'Etat français et de sa faculté à saisir la nouvelle donne politique offerte, nous le répétons, sans préalable ni équivoque par notre organisation.

Nous avons pris nos responsabilités, la Corse a pris ses responsabilités, les représentants de la France auront-ils le même courage, celui qui appartient à ceux qui font l'Histoire ?

A POPULU FATTU BISOGNA A MARCHJA

F.L.N.C.